



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 30/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOA (SARP OUEST VEOLIA)

1 allée Marius Berliet
ZI de St Malo
37320 Esvres

Références : VAT20240260
Code AIOT : 0010000730

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2024 dans l'établissement SOA (SARP OUEST VEOLIA) implanté 1 allée Marius Berliet ZI de St Malo 37320 Esvres. L'inspection a été annoncée le 30/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOA (SARP OUEST VEOLIA)
- 1 allée Marius Berliet ZI de St Malo 37320 Esvres

- Code AIOT : 0010000730
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

–Situation de l'entreprise :

La société SOA exploite une installation de transit et regroupement de déchets dangereux sur son site d'Esvres-sur-Indre.

–Point sur le classement de l'établissement :

Les activités de cette installation sont réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 février 2021 actualisant les prescriptions applicables à l'établissement. L'arrêté préfectoral complémentaire du 19 juin 2023 a mis à jour la liste des mélanges de déchets autorisés et les exonérations d'obligation de traçabilité.

Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- 3550 : stockage temporaire de déchets dangereux, la capacité étant de 442 t (autorisation) ;
- 2718-1 : installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents étant de 442 t (autorisation) ;
- 2716-2 : installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, le volume de susceptible d'être présents étant de 190 m³ (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2791-2 : installation de traitement de déchets non dangereux, la quantité de déchets traités étant de 9 t/j (déclaration avec contrôle périodique).

L'établissement comportant une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 3550 de la nomenclature ICPE, les meilleures techniques disponibles – traitement des déchets (BREF WT) lui sont applicables dans les conditions définies par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019.

–Projets et investissements :

L'exploitant indique que les activités d'assainissement (déchets en vrac) auparavant réalisés par son site de Joué-lès-Tours sont en cours de transfert vers son établissement d'Esvre-sur-Indre. Les déchets conditionnés seront eux dirigés vers le site de Joué-lès-Tours. Il déclare que ces modifications n'ont pas d'impact sur le classement du site d'Esvres-sur-Indre au titre de la nomenclature ICPE.

L'exploitant précise également qu'il prévoit de réaménager le parking du site.

–Incidents ou accidents :

L'exploitant ne signale aucun incident ou accident d'ordre environnemental depuis la dernière inspection.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Déchets
- Eau de surface
- NATECH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

-

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Demande d'action corrective	2 mois
2	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
4	Procédure d'information préalable	AP Complémentaire du 24/02/2021, article 5.2.3	Demande d'action corrective	2 mois
5	Certificat d'acceptation préalable	AP Complémentaire du 24/02/2021, article 5.2.4	Demande d'action corrective	2 mois
6	Procédure d'admission	AP Complémentaire du 24/02/2021, article 5.2.5	Demande d'action corrective	2 mois
7	Identification des prélèvements d'échantillons de déchets	AP Complémentaire du 24/02/2021, article 5.2.5	Demande d'action corrective	2 mois
8	Surveillance des rejets aqueux	AP Complémentaire du 24/02/2021, article 4.4.2.1	Demande d'action corrective	2 mois
11	Matériels utilisables en atmosphères explosibles	AP Complémentaire du 24/02/2021, article 8.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Vérification des installations électriques	AP Complémentaire du 24/02/2021, article 8.4.2	Demande d'action corrective	2 mois
13	Accidents liés au vieillissement – état initial de l'installation	AP Complémentaire du 24/02/2021, article 8.8.2	Demande d'action corrective	2 mois
14	Identification des dangers internes	AP Complémentaire du 24/02/2021, article 8.2.1	Demande d'action corrective	2 mois
15	Ressources en eau d'extinction	AP Complémentaire du 24/02/2021, article 8.7.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Bordereau de suivi de déchets électronique	Code de l'environnement du 23/05/2024, article R. 541-45 I	Sans objet
9	Valeurs limites d'émission – rejets aqueux	AP Complémentaire du 24/02/2021, article 4.4.2.1	Sans objet
10	Dépollution des sols	AP Complémentaire du 24/02/2021, article 9.1.4	Sans objet
16	Rétention des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 24/02/2021, article 8.5.2-V	Sans objet
17	Principes généraux de prévention	AP Complémentaire du 24/02/2021, article 8.1	Sans objet
18	Propreté des installations	Arrêté Préfectoral du 24/02/2021, article 2.3.1	Sans objet
19	Accessibilité des moyens de lutte contre un incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet [...] ; - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...]
- ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant en tonne ou en m³ ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...] ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].

Constats :

Examen du registre des déchets dangereux entrants tenu par l'exploitant au titre des années 2023 et 2024 : les informations requises y sont renseignées. Toutefois, l'exploitant n'indique pas systématiquement la quantité de déchets réceptionnée et le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement (exemple : déchets issus du nettoyage de cuve à fuel (16 07 08*) reçus le 04/09/2023 (quantité et code de traitement absents), eaux hydrocarburées (13 05 07*) reçues le 07/12/2023 (quantité absente). Pour les deux exemples précités, l'exploitant démontre qu'il s'agit de cas de collecte de petites quantités de déchets, les entrées relatives à ces opérations de collecte sont bien présentes dans ce registre. Les lignes sans quantités correspondent à l'origine des déchets collectés en petites quantités, le bordereau de suivi de la collecte fait référence à ceux correspondants à l'origine des déchets.

Examen du registre des déchets non-dangereux entrants tenu par l'exploitant au titre des années 2023 et 2024:

- le caractère POP (polluant organique persistant) ou non des déchets n'est pas précisé;
- le numéro de SIRET des producteurs des déchets n'est pas renseigné;
- le numéro de SIRET et le numéro de récépissé du transporteur des déchets ne sont pas renseignés.

Constat : Le registre des déchets non-dangereux entrants tenu par l'exploitant est incomplet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...] ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ; - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement

<p>(CE) 1013/2006 [...] ;</p> <p>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Observations du 07/10/2021 : L'inspection prend note des éléments de l'exploitant. Dans l'annexe 1 fournie par l'exploitant la qualification du traitement final fait défaut. Après analyse du registre des déchets sortants depuis le début d'année 2021 jusqu'au jour de l'inspection, le traitement final effectué dans l'installation de traitement est absent. La NC2 est reconduite en NC1.</i></p> <p><i>Constat du 07/10/2021 : NC1 : La qualification du traitement final des déchets n'est pas présente dans le registre des déchets sortants.</i></p> <p>Examen du registre des déchets dangereux sortants tenu par l'exploitant au titre des années 2023 et 2024:</p> <ul style="list-style-type: none"> - absence de la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement; - les autres informations requises y sont renseignées. L'exploitant n'indique pas systématiquement la quantité de déchets expédiée et le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié (exemple : mélange de déchets de séparateurs (13 05 07*) expédié le 13/07/2023 (quantité absente), mélanges de déchets hydrocarbures (13 05 08*) expédié le 23/03/2023 (quantité et code de traitement absents)). Toutefois, il justifie que ces lignes correspondent à des opérations internes de regroupement de déchets pour lesquelles il a créé par erreur un bordereau de suivi des déchets : en effet un examen complémentaire démontre que dans ces deux cas c'est l'exploitant qui est indiqué comme étant le destinataire des déchets. <p>Examen du registre des déchets non-dangereux entrants tenu par l'exploitant au titre des années 2023 et 2024:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le caractère POP (polluant organique persistant) ou non des déchets n'est pas précisé; - le numéro de SIRET des producteurs des déchets n'est pas renseigné; - le numéro de SIRET et le numéro de récépissé du transporteur des déchets ne sont pas renseignés; - absence de la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement. <p>Constat : Le registre des déchets dangereux sortants ne précise pas la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement. De plus, le registre des déchets non-dangereux sortants est incomplet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Bordereau de suivi de déchets électronique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/05/2024, article R. 541-45 I
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. Constats : <i>Observations du 07/10/2021 : L'inspection prend note des éléments de l'exploitant. Cependant le code R13 indiqué dans le cadre 11 correspondant à la réalisation effectuée dans la société SOA. Il s'agit d'un code utilisé pour les étapes de reconditionnement et n'est pas le traitement final qui doit apparaître dans le cadre 12. En l'occurrence le cadre 12 n'est pas rempli. La demande D8 est modifiée en demande D1.</i> <i>Constat du 07/10/2021 : L'exploitant s'assure de disposer des BSD correctement renseignés et notamment des codes de traitement final sur chaque BSD, en application de l'article R. 541-45 du code de l'environnement.</i> Par sondage à partir du registre des déchets dangereux sortants, l'exploitant présente le bordereau de suivi des déchets dangereux relatif aux 25,76 t de mélange de déchets hydrocarburés (13 05 08*) expédiées le 12/07/2023 : ce document figure sur la plateforme Trackdéchets et n'appelle pas de remarque particulière. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Procédure d'information préalable

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/02/2021, article 5.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente
Prescription contrôlée : Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet [...] une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. a) Les informations à fournir par le producteur sont : <ul style="list-style-type: none">- source (producteur) et origine géographique du déchet ;- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;- données concernant la composition du déchet, dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique). Pour cela un échantillon est pris par l'industriel ou par un technicien du centre. Ces échantillons sont représentatifs du déchet à valoriser ;- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;- code du déchet [...]

- propriétés de danger du déchet ;
- analyse des PCB et PCT, au sens de l'article R.543-17 du code de l'environnement, pour les huiles usagées ;
- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.

Constats :

Observations du 07/10/2021 : L'exploitant dispose d'une proposition commerciale regroupant un certain nombre d'éléments demandés dans l'information préalable. Cependant il ne s'agit pas d'une information préalable en tant que telle.

Constat du 07/10/2021 : NC5 : L'exploitant n'a pas mis en place la procédure d'information préalable pour l'admission des déchets.

Examen du registre des déchets entrants :

- AEB MOTUL a remis de 2,72 t de boues hydrocarburées (13 05 08*) à l'exploitant le 12/01/2023) ;
- TANDEM a remis 1 t de mélange de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eaux usées contenant seulement des huiles et graisses alimentaires (19 08 09) le 19/03/2024.

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter les fiches d'information préalables à l'admission des déchets produits par ces deux sociétés.

Constat : L'exploitant ne demande pas systématiquement aux producteurs les informations préalables à l'admission des déchets dans son établissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Certificat d'acceptation préalable

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/02/2021, article 5.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit s'assurer que les caractéristiques physico-chimiques des déchets sont conformes aux critères d'acceptation du site, avant leur admission dans l'installation.

Si les déchets sont conformes, il notifie par écrit au producteur des déchets son accord pour l'admission en lui délivrant un certificat d'acceptation préalable visé par le chef du centre

<p>indiquant notamment le numéro d'identification du déchet. Le certificat d'acceptation préalable a une durée de validité d'un an [...].</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Observations du 07/10/2021 : L'exploitant n'édite pas de certificat d'acceptation préalable et ne l'envoie pas à ces clients, bien qu'un numéro de CAP soit délivré par le logiciel JASON utilisé par l'exploitant.</i></p> <p><i>Constat du 07/10/2021 : NC6 : L'exploitant n'a pas mis en place la procédure d'acceptation préalable, en indiquant au producteur de déchets son accord pour l'admission des déchets par écrit.</i></p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter le certificat d'acceptation préalable qu'il a délivré à la société TANDEM.</p> <p>L'exploitant présente un certificat d'acceptation préalable qu'il a délivré à la société AEB MOTUL : il concerne bien le type de déchet qu'il a réceptionné boues hydrocarburées (13 05 08*), toutefois ce document a été émis le 17/02/2021 et n'est plus en cours de validité.</p> <p>Constat : L'exploitant ne délivre pas systématiquement de certificat d'acceptation préalable aux producteurs des déchets. Par ailleurs, il ne renouvelle pas ces documents selon une fréquence annuelle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Procédure d'admission

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/02/2021, article 5.2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La réception et les contrôle des déchets doivent être effectués par une personne formée et compétente. a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point 5.2.3 ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - s'assure que le transporteur dispose du bordereau de suivi de déchets dangereux sur lequel doit être reporté le numéro d'acceptation qui figure sur le certificat d'acceptation préalable correspondant. L'exploitant reporte dans un registre chronologique où sont consignés les déchets

entrants [...] ;

- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;
- réalise une prise d'échantillon représentatif de tout lot de déchets en vrac ou sur des volumes de conditionnement unitaires de déchets supérieurs à 200 litres (sauf ceux en fûts fermés qui doivent être étiquetés, les archive et les conserve un mois après leur traitement) afin de vérifier la conformité de la livraison avec le certificat d'acceptation délivré par le centre ;

[...] - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception.

Constats :

Observations du 07/10/2021 : plus de collecte de déchets conditionnés. L'exploitant a indiqué à l'inspection ne pas contrôler la radioactivité des déchets susceptible d'en émettre sur les sites le nécessitant. Par ailleurs, considérant que l'information préalable n'est pas effectuée, il ne peut pas y avoir une vérification sur ce point.

Constat du 07/10/2021 : NC7 : L'exploitant n'a pas mis en place la procédure d'admission, conformément à l'article 5.2.5 de l'APC n° 21 022 du 24/02/21.

L'exploitant déclare que son établissement d'Esvre ne reçoit que des déchets en vrac et n'admet plus de déchets conditionnés. Il précise que, si les déchets conditionnés sont susceptibles d'émettre de la radioactivité, ce n'est pas le cas des déchets en vrac qu'il reçoit car il ne réalise pas de pompage de fosse sceptique d'hôpitaux ayant une activité de cancérologie.

L'exploitant présente sa procédure d'admission des déchets dangereux, son contenu n'appelle pas d'observation.

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter une telle procédure en ce qui concerne les déchets non-dangereux.

Constat : L'exploitant n'a pas mis en place une procédure d'admission en ce qui concerne les déchets non-dangereux qu'il reçoit.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Identification des prélèvements d'échantillons de déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/02/2021, article 5.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente

Prescription contrôlée :

<p>[...] a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <p>[...]- réalise une prise d'échantillon représentatif de tout lot de déchets en vrac ou sur des volumes de conditionnement unitaires de déchets supérieurs à 200 litres (sauf ceux en fûts fermés qui doivent être étiquetés, les archive et les conserve un mois après leur traitement) afin de vérifier la conformité de la livraison avec le certificat d'acceptation délivré par le centre [...].</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Observations du 07/10/2021 : l'inspection a pris au hasard dans le registre des déchets entrants, les déchets provenant de la société VITAMOTOR reçus le 28/09/21 pour une quantité d'une tonne de mélange de déchets de séparateur à hydrocarbures. L'inspection a demandé à voir l'échantillon correspondant. Après recherche, l'exploitant a présenté un flacon correspondant à un échantillon du 28/09/21, correspondant à un regroupement de déchets de société. Sur les indications mentionnées sur le flacon, il est indiqué une quantité de 12,56 tonnes, l'emplacement (la piscine), un numéro de produit (1993) et un numéro de client (NSA). Ces indications ne permettent pas d'identifier avec certitude que les déchets de la société VITAMOTOR sont réellement dans ce lot correspondant à un regroupement de déchets de plusieurs clients. Constat du 07/10/2021 : R1 : L'exploitant identifie de manière explicite les échantillons réalisés afin de pouvoir retrouver l'ensemble des déchets composant le lot échantillonné.</i></p> <p>L'exploitant présente un échantillon prélevé lors de l'admission, le 25/04/2024, de 0,3 t de déchets issus du nettoyage d'une cuve à fuel (16 07 08*) : l'étiquette indique le nom d'un particulier qui ne correspond pas à ce qui est inscrit dans le registre des déchets entrants, en outre il n'est pas possible de confirmer que cet échantillon correspond bien à celui prélevé lors de l'admission du déchet (absence du numéro de bordereau de suivi de déchet). Par ailleurs, la date de prélèvement indiquée sur l'étiquette (29/05/2024) n'est pas cohérente avec celle indiquée dans le registre des déchets entrants.</p> <p>Constat : Les échantillons de déchets prélevés par l'exploitant ne sont pas identifiés de manière explicite et ne peuvent pas être associés sans ambiguïté à une admission consignée dans le registre des déchets entrants.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/02/2021, article 4.4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente
Prescription contrôlée :

[...] Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 1 et 2 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.) : [...] fréquence de surveillance : semestrielle.

Constats :

Observations du 07/10/2021 : L'arrêté préfectoral complémentaire n° 21 022 du 24 février 2021, impose désormais un contrôle semestriel sur les différents paramètres susmentionnés.

Constats du 07/10/2021 :

NC3 : L'exploitant ne mesure pas les paramètres PFOA et PFOS (semestriellement) sur les points de rejets aqueux n° 1 et 2 de l'installation.

R2 : L'exploitant s'assure de contrôler semestriellement les différents paramètres sur les points de rejets aqueux n° 1 et 2.

L'exploitant présente les derniers rapports d'analyse des eaux qu'il rejette aux points n° 1 et 2 réalisé par un organisme accrédité COFRAC :

- les prélèvements ont été réalisés le 02/10/2023 pour ces deux points de rejet (il y a plus de six mois). L'exploitant déclare qu'il réalise une analyse par semestre et que la prochaine est prévue avant fin juin 2024. Les analyses précédentes ont été réalisées le 28/03/2023 ;

- pour les deux points de rejet, le paramètre AOX n'a pas été mesuré lors des analyses réalisées en octobre 2023.

Constat : L'exploitant ne mesure pas systématiquement le paramètre AOX lors des analyses semestrielles des eaux qu'il rejette aux points n° 1 et 2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Valeurs limites d'émission – rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/02/2021, article 4.4.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentrations ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 1 et 2 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.) :

- pH : $5,5 < x < 8,5$;
- Température < 30 °C ;
- DCO : 180 mg/l ;
- DBO5 : 100 mg/l ;
- MES : 60 mg/l ;

<ul style="list-style-type: none"> - Indice phénols : 0,3 mg/l ; - Hydrocarbures totaux : 10 mg/l ; - Cyanures totaux (CN) : 0,1 mg/l ; - Chrome (Cr) : 0,3 mg/l ; - Chrome hexavalent (Cr6) : 0,1 mg/l ; - Métaux totaux : 15 mg/l ; - Arsenic (As) : 0,1 mg/l ; - Plomb (Pb) : 0,3 mg/l ; - Mercure (Hg) : 0,01 mg/l ; - Cadmium (Cd) : 0,1 mg/l ; - Cuivre (Cu) : 0,5 mg/l ; - Nickel (Ni) : 0,5 mg/l ; - Zinc (Zn) : 0,5 mg/l ; - Aluminium (Al) : 5 mg/l ; - Fer (Fe) : 5 mg/l ; - AOX : 1 mg/l ; - PFOA : sans ; - PFOS : sans.
<p>Constats :</p> <p><i>Constat du 07/10/2021 : NC4 : Le paramètre MES dépasse la valeur limite autorisée dans le point de rejet aqueux n° 1.</i></p> <p>Examen des rapports d'analyse des eaux rejetées aux points n° 1 et 2, datés du 02/10/2023 : absence de dépassement des valeurs limites d'émission prescrites pour chacun des paramètres analysés.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Dépollution des sols

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/02/2021, article 9.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant procède à la dépollution de la zone impactée aux hydrocarbures, au droit de la zone de dessablage, détectée lors de la réalisation du diagnostic de pollution des sols le 2 et 3 juillet 2019 par un bureau d'étude, avant le 31 décembre 2021. L'exploitant est en mesure de justifier la commande des travaux (en fournissant : un bon de commande, facture, devis signé bon pour accord...) de la dépollution de la zone impactée, avant le 30 septembre 2021.</p> <p>L'exploitant s'assure que les travaux réalisés sont conformes et procède au recouvrement étanche de la zone après sa dépollution. L'exploitant justifie de la réalisation des travaux avant le 31/12/2021</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Observations du 07/10/2021 : L'inspection a pu constater que les travaux de dépollution de la</i></p>

zone impactée ont commencés. L'exploitant a fourni une copie d'une lettre de commande DI 21CEN029 du 28 mai 2021, auprès de la société. Cependant, la lettre de demande d'intervention n'est pas validée par une signature.

Constat du 07/10/2021 : D2 : L'exploitant transmet la lettre de commande DI 21CEN029 du 28 mai 2021 signée.

L'exploitant présente :

- le bon de commande signé en date du 04/10/2021 relatif à la réalisation des travaux de dépollution de la zone impactée par des hydrocarbures au droit de la zone de dessablage ;
- la facture émise le 12/10/2021 par son prestataire à l'issue des travaux précités ;
- les trois bordereaux de suivi des déchets associés aux sédiments hydrocarbonés (17 09 03*) évacués lors de cette opération (environ 90 tonnes de déchets au total) : ces documents n'appellent pas d'observation.

Visite de l'installation : la zone de dessablage est recouverte d'une dalle béton dotée de bordures hormis sur une face pourvue d'un caniveau de récupération des égouttures.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/02/2021, article 8.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des suites de l'inspection précédente

Prescription contrôlée :

[...] Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Constats :

Observations du 07/10/2021 : L'exploitant a indiqué à l'inspection ne pas avoir signalé et notamment fourni le plan des zones à risques d'explosion, à l'organisme chargé de la vérification électrique.

Constat du 07/10/2021 : NC8 : Le plan des zones à risques d'explosion n'est pas porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification électrique des installations.

Examen du rapport de vérification des installations électriques de l'établissement réalisé par un organisme accrédité COFRAC et daté du 28/02/2024 : ce document n'indique pas de manière explicite que le plan des zones à risques d'explosion a été porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification, ni que l'adéquation des équipements électriques présents dans lesdites zones avec le zonage ATEX a été vérifiée.

En outre, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter une preuve de l'envoi dudit plan à l'organisme chargé de la vérification.

Constat : L'exploitant doit justifier qu'il a fait procéder à la vérification de l'adéquation de son matériel électrique avec le zonage ATEX de son établissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/02/2021, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des suites de l'inspection précédente
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>Examen du rapport de vérification des installations électriques de l'établissement réalisé par un organisme accrédité COFRAC et daté du 28/02/2024:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 8 défauts sont relevés, dont trois ont déjà été signalés lors de l'inspection précédente ; - l'exploitant ne dispose pas de l'attestation Q18 associée à cette vérification ; - l'exploitant déclare qu'un défaut a été résorbé (papiers présents dans le local chaudière déplacés) ; - l'exploitant présente la commande signée le 13/05/2024 relative aux travaux nécessaires à la résorption des autres défauts. L'inspection des installations classées relève qu'une observation relative au raccordement à la terre de la zone des cuves couvertes ne figure pas dans ladite commande. L'exploitant s'engage à faire réaliser ces travaux lors de l'intervention de son prestataire. <p>Visite de l'installation : absence de papiers dans le local chaudière.</p> <p>Constat : Les installations électriques de l'établissement sont affectées par sept défauts non résorbés.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Accidents liés au vieillissement – état initial de l'installation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/02/2021, article 8.8.2

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des suites de l'inspection précédente

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise un état initial de l'installation à partir du dossier d'origine ou reconstitué de celle-ci, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées dessus (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.

Constats :

Observations du 07/10/2021 : L'exploitant a indiqué à l'inspection ne pas avoir réalisé d'état initial ou de mesures palliatives sur les réservoirs, tuyauteries et récipients ainsi que sur les ouvrages de génie civil afin de s'assurer de l'intégrité des équipements et de prévoir un programme de maintenance sur ceux-ci.

Constat du 07/10/2021 : NC9 : L'exploitant n'a pas réalisé un état initial conformément aux guides professionnels ou de mesures palliatives sur les équipements (fosses, rétentions, cuves, tuyauteries...) de son installation.

L'exploitant déclare que l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, modifiant l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE soumises à autorisation, a repoussé au 31/12/2024 l'échéance de réalisation de l'état initial demandé. Il déclare que cet état initial est en cours de réalisation.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 24/02/2021 ne prévoient pas un tel report.

Constat : L'exploitant n'a pas réalisé un état initial conformément aux guides professionnels ou de mesures palliatives sur les équipements (fosses, rétentions, cuves, tuyauteries...) de son installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Identification des dangers internes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/02/2021, article 8.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Action régionale : feux de forêt

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>[...] Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente un plan sur lequel figurent les zones à risque d'incendie de l'installation. Il présente également un autre plan sur lequel sont représentées les zones à risque de formation d'atmosphère explosible ainsi que le zonage ATEX associé. L'inspection des installations classées relève que l'établissement dispose d'une chaudière alimentée en gaz, toutefois aucune zone ATEX associée n'est repérée sur le plan.</p> <p>Visite de l'installation : présence d'une cuve aérienne de stockage de gazole et de gazole non routier placée dans une capacité de rétention, un pictogramme signale le risque ATEX, les consignes afférentes sont affichées. Toutefois, la zone ATEX n'est pas clairement matérialisée. En outre, le risque d'incendie lié à ce stockage n'est pas signalé.</p> <p>Constat : Le plan des zones à risques de formation d'atmosphère explosible de l'établissement est incomplet. Par ailleurs, le risque d'incendie n'est pas systématiquement signalé au niveau de l'accès aux zones de danger identifiées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 15 : Ressources en eau d'extinction

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/02/2021, article 8.7.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Action régionale : feux de forêt</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle extérieure de la ressource en eau incendie, afin qu'il ne soit pas inférieur à 96 m³/h durant deux heures. À défaut, une réserve d'eau d'au</p>

<p>moins 192 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours.</p> <p>[...] Il effectue une vérification périodique (a minima annuelle) de la disponibilité des débits.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente un courrier du SDIS daté du 12/08/2019 indiquant que le poteau incendie sur lequel s'appuie l'établissement délivre un débit de 185 m3/h. Toutefois, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un rapport de contrôle périodique des deux poteaux incendie situés à proximité du site.</p> <p>Visite de l'installation : présence d'un poteau incendie à environ 50 m en face du portail d'accès à l'établissement (rue Gabriel Voisin) et d'un autre à environ 80 m au nord-est de ce portail (allée Marius Berliet).</p> <p>Constat : L'exploitant doit justifier que la ressource en eau d'extinction d'incendie sur laquelle il s'appuie délivre un débit au moins égale à 96 m3/h durant deux heures.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 16 : Rétention des eaux d'extinction

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/02/2021, article 8.5.2-V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Action régionale : feux de forêt</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le dossier des ouvrages exécutés, daté du 07/06/2023, relatif à la mise en place d'un bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie sur son site. Ce document précise que le volume utile de cet ouvrage s'élève à 304 m3 ; - sa procédure "gestion des accidents" qui indique que les écoulements doivent être dirigés vers ledit bassin en cas d'incendie ou de déversement accidentel. Pour ce faire, l'exploitant doit fermer deux vannes d'isolement équipant ses points rejet n° 1 et n° 2, ouvrir la vanne d'alimentation du bassin précité, vérifier que l'alimentation de la pompe de relevage de ce bassin

<p>est coupée, vérifier que les deux vannes de la cuve de stockage désaffectée (dite cuve CATEC) sont fermées.</p> <p>Visite de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence d'un bassin de confinement muni d'une bâche d'étanchéité, dont le volume utile est cohérent avec celui indiqué ; - réalisation d'essais de fermeture des vannes d'isolement équipant les points rejet n° 1 et n° 2 : concluants ; - présence de deux vannes au niveau de la cuve CATEC. Ces dispositifs sont munis d'un volant de manœuvre alors qu'ils sont désaffectés. L'inspection des installations classées indique qu'il serait utile de consigner ces vannes afin d'éviter toute erreur de manipulation. <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Principes généraux de prévention

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/02/2021, article 8.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Action régionale : feux de forêt</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Visite de l'installation : l'établissement est bordé au nord-ouest par la forêt communale de Tours-Larcay-Les Hates. Le boisement s'étend jusqu'à la limite du site. Une zone boisée appartenant à la même forêt se situe à environ 100 m au sud-est du site.</p> <p>L'exploitant déclare que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le risque de feu de forêt n'est pas pris en compte dans les procédures d'exploitation. Il présente néanmoins des consignes nationales en cas de canicule qui intègre en partie le risque de feu de forêt. Il indique qu'il envisage de mettre en place une procédure relative à ce risque spécifique au site. Par ailleurs, l'inspection des installations classées rappelle que l'exploitant doit s'efforcer d'éviter de réaliser des travaux par point chaud en période propice aux feux de végétation (été, sécheresse), et que, le cas échéant, les permis de feu délivrés doivent prendre en compte ce risque et prévoir des mesures de prévention adaptées ; - les opérations de vérification de ses dispositifs de lutte contre l'incendie sont réalisées au printemps, soit avant la période estivale ; - les travaux les travaux d'entretien de la végétation du site sont réalisés environ 3 fois par an, au printemps. Cette période n'est pas la plus propice aux feux de végétation. <p>L'inspection des installations classées signale à l'exploitant que la Météo des forêts (https://meteofrance.com/meteo-des-forets (disponible à partir de juin 2024)) indique le niveau</p>

de danger de feux de forêts établi à partir des prévisions météorologiques et l'état de sécheresse de la végétation. L'exploitant déclare qu'il consultera régulièrement ce dispositif.

Visite de l'installation :

- une cuve compartimentée contenant du gazole et du GNR, ainsi que l'alvéole d'entreposage des sables hydrocarburés et deux fosses contenant des boues hydrocarburées, sont situées à environ 10 m de la forêt communale, elles sont séparées de cette dernière par un espace vert (pelouse et, à 6 m de la cuve, une haie entretenues). **L'inspection des installations classées relève que l'exploitant pourrait utilement se questionner sur la pertinence du maintien de la haie bordant la zone boisée (risque de propagation d'un incendie) et définir les zones d'effet et les conséquences d'un incendie de son stockage de gazole et de GNR vers la forêt, mais aussi de la forêt vers ledit stockage ;**

- l'alvéole de stockage des sables hydrocarburés est abritée (bardage en bac acier) et encadrée par des murs en béton sur trois côtés (un mur fait face à la forêt), deux fosses contenant des boues hydrocarburées jouxtent cette alvéole, elles sont situées sous abri. Ces dispositions limitent le risque d'influence d'un feu de forêt sur ces installations ;

- les cuves de stockage de déchets en vrac sont situées à plus de 20 m de la forêt et sont sous abri (bardage en bac acier). Cinq d'entre elles sont situées dans une alvéole encadrée par des murs en béton sur trois côtés (un mur fait face à la forêt). Les deux autres cuves sont situées en retrait de l'alvéole de stockage des sables hydrocarburés et des fosses précitées vis-à-vis de la forêt. Ces dispositions limitent le risque d'influence d'un feu de forêt sur ces installations.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Propreté des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2021, article 2.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Action régionale : feux de forêt

Prescription contrôlée :

[...] L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. [...]

Constats :

Visite de l'installation :

- il n'est pas constaté de présence anormale de matières combustibles à proximité des lisières boisées ;

- en limite nord-ouest du site, la végétation n'empiète pas de manière significative sur la clôture.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Accessibilité des moyens de lutte contre un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Action régionale : feux de forêt

Prescription contrôlée :

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont [...] facilement accessibles en toute circonstance.

Constats :

Visite de l'installation :

- le site dispose d'un RIA implanté à proximité du bassin de confinement des eaux d'extinction, il est situé à environ 60 m de la forêt ;
- les organes permettant l'isolement hydraulique du site mentionnés au point de contrôle n° 16 sont positionnés à environ 80 m de la forêt ;
- les poteaux d'incendie mentionnés au point de contrôle n° 15 sont implantés à environ 80 m des zones boisées.

L'emplacement de ces dispositifs limite le risque d'influence d'un feu de forêt sur ces derniers.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite